

## Après l'élection, l'action continue :

### Les attentes de la CGT Administration centrale face aux nouveaux ministres

Les électeurs viennent de sortir Nicolas Sarkozy : la CGT Educ'action Administration centrale se réjouit de voir battu le responsable de tant de lois réactionnaires, de tant de contre réformes, de tant d'aggravation des inégalités et des conditions de vie. Elle se réjouit de voir éliminer celui qui a tenu des propos indignes, visant à dresser les salariés les uns contre les autres, en pointant comme responsables de la crise non pas les banquiers et les financiers qui se gobergent en pillant la richesse nationale, mais certaines catégories de la population, les étrangers, les immigrés, les roms, les musulmans, les fonctionnaires, les assistés (qui refusent de travailler pour toucher les 474,93 € du RSA), les syndicalistes, etc. Elle se réjouit de voir écarté celui qui a supprimé 66 000 postes dans l'éducation nationale, et qui a osé dire le 29 avril à Toulouse : « l'école de la République, c'est l'école des limites et des frontières », « éduquer ses enfants, c'est tracer une frontière »...

Mais pour autant, nous savons que pour en finir avec la crise qui frappe particulièrement les pays européens, il nous faudra lutter, lutter encore, lutter toujours. Rien ne sera défendu ni rien ne sera acquis sans une forte mobilisation de tous.

La satisfaction immédiate d'exigences précises dépend de décisions gouvernementales : par exemple la fin de la RGPP, la fin du blocage des salaires des fonctionnaires et des agents de la Fonction Publique avec rattrapage du pouvoir d'achat (l'Allemagne, tant de fois citée, vient d'augmenter ses fonctionnaires de 6,3% !), l'abrogation de la loi mobilité, la fin des dispositifs d'individualisation des salaires (PFR, etc..).

Nous nous mobiliserons avec tous les salariés des services publics pour faire aboutir ces revendications.



Dans nos deux ministères, MEN et MESR, des mesures doivent être prises, elles peuvent l'être immédiatement sans que soient opposées des raisons économiques. Ces mesures touchent à la restauration du sens de nos métiers et à l'amélioration de nos conditions de travail.

Le dialogue social doit être rétabli, sur des bases saines et sereines, où les collègues et leurs organisations syndicales sont respectés, informés, consultés.

Toutes les règles du nouveau management public, qui ont fait tant de dégâts, devront être abandonnées : les organigrammes qui ont éclaté les missions et rendu opaque le travail devraient être modifiés, les collectifs de travail rétablis, les services dotés d'un programme de travail discuté collectivement.

## Redonner du sens au travail et confiance dans l'administration

- Elaboration et publication de programmes de travail, direction par direction, avec les personnels
- Des organigrammes clairs : suppression du pôle de contractualisation, suppression des structures écrans entre les directeurs généraux et leurs services, clarification des missions de tutelles du secrétaire général dédiées aux actions internationales
- Mise en place d'un vrai service de ressources humaines tourné vers les agents, enrichi par une structure d'accompagnement des parcours professionnels et de la mobilité indépendante des services de gestion
- Retour à une direction statistique indépendante et unique au sein du MEN/MESR
- Maintien de tous les emplois à La Baule

## Revalorisation salariale

Prime immédiate de 300 euros pour les catégories C de la centrale

Revalorisation des primes de l'administration centrale des MEN/MESR avec le souci d'égalité femmes/hommes et de transparence

Déblocage des carrières et rattrapage des promotions à la centrale, notamment des catégories C

Non application du jour de carence et de ses effets sur les congés



## Dialogue social

- Restauration du dialogue social dans les instances (CAP, CT, CHS)
- Mise en œuvre des propositions du groupe de travail sur la souffrance au travail, les risques psychosociaux via un plan d'actions à la hauteur des enjeux
- Instauration d'un vrai dialogue avec l'ensemble des agents : leurs conditions de travail, leurs souhaits concernant leur mission, la vie au sein du MEN/MESR
- Charte numérique adaptée à l'administration centrale, respectueuse de la liberté de dialogue entre les syndicats et les agents du MEN/MESR
- Locaux syndicaux

## Action sociale

Développement de l'accès au logement locatif sur Paris et la Petite Couronne

## Politique immobilière du MEN/MESR

Non à la vente du 44 rue de Bellechasse



**Le changement, c'est maintenant !**

### Adhésion – contact

[Syndicat.sgpenac-cgt@education.gouv.fr](mailto:Syndicat.sgpenac-cgt@education.gouv.fr) - Tel : 01 55 55 31 38 – Claude Marchand : 01 55 55 14 83

Je souhaite :  prendre contact  me syndiquer  
Nom/Prénom : .....  
Bureau : ..... Adresse administrative.....  
Email/Tel : .....  
Retourner à SGPEN-AC-CGT 110 rue de Grenelle – 75007 Paris

Consultez notre blog : <http://cgt-educ-action-ac.blogspot.com>